

DECLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY, PRÉSIDENT DU CESER OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

BOSCH : AU MENU DU SOMMET FRANCE-ALLEMAGNE !

La mobilisation des organisations syndicales de l'usine Bosch (Onet-le-Château – Aveyron) et la discussion que nous avons rendu possible avec Bruno LE MAIRE à la préfecture de l'Aveyron le 26 septembre 2019, en présence de la direction du groupe Bosch, ont permis de hisser l'avenir de l'usine au rang de préoccupation nationale.

Si tous les acteurs acceptent l'objectif de la transition énergétique, une transition suppose du temps, des étapes, des moyens et une stratégie industrielle. Le véhicule électrique n'est pas encore accessible à tous dans les 36 000 communes de la France et personne ne sait comment recycler les batteries composées de minéraux rares et dangereux.

Le soutien constant et actif du CESER a permis de mobiliser le Ministre mais aussi le Président de la République Emmanuel MACRON à Rodez le 3 octobre, pour obtenir l'inscription du dossier Bosch à l'agenda du 21^{ème} sommet France-Allemagne à Toulouse. Dans ce cadre, lors de la visite d'Airbus, Bruno LE MAIRE sollicitera le soutien et l'engagement de l'entreprise pour faciliter l'ouverture de la filière aéronautique et de ses sous-traitants aux compétences industrielles de Bosch, pour accéder à des fabrications. Airbus, c'est 7000 avions à produire, soit 10 ans de production sécurisée.

Le ministre de l'Economie allemand est aussi sollicité pour que le groupe Bosch renforce le site de Rodez par des produits nouveaux.

Le Président de la République s'est engagé à s'entretenir avec Angela MERKEL sur l'avenir de l'usine Bosch qu'il connaît bien.

Le sommet tombe aussi à point pour que la France et l'Allemagne qui abordent la relance de l'Europe, le Brexit et les sanctions américaines, renforcent les coopérations industrielles pour la défense militaire européenne, l'aéronautique et l'innovation, la transition écologique.

Il faut une stratégie industrielle européenne.

Au moment où le Président ERDOGAN assassine le peuple Kurde, les sanctions contre la Turquie doivent s'étendre aux investissements industriels.

Le groupe Bosch doit à cet effet privilégier l'usine de Rodez (et pas la Turquie).

L'avenir de Rodez et de l'Aveyron doit reposer sur une économie de production, le tourisme est une activité complémentaire mais saisonnière qui ne saurait se substituer aux richesses que génèrent l'industrie et les activités de production.